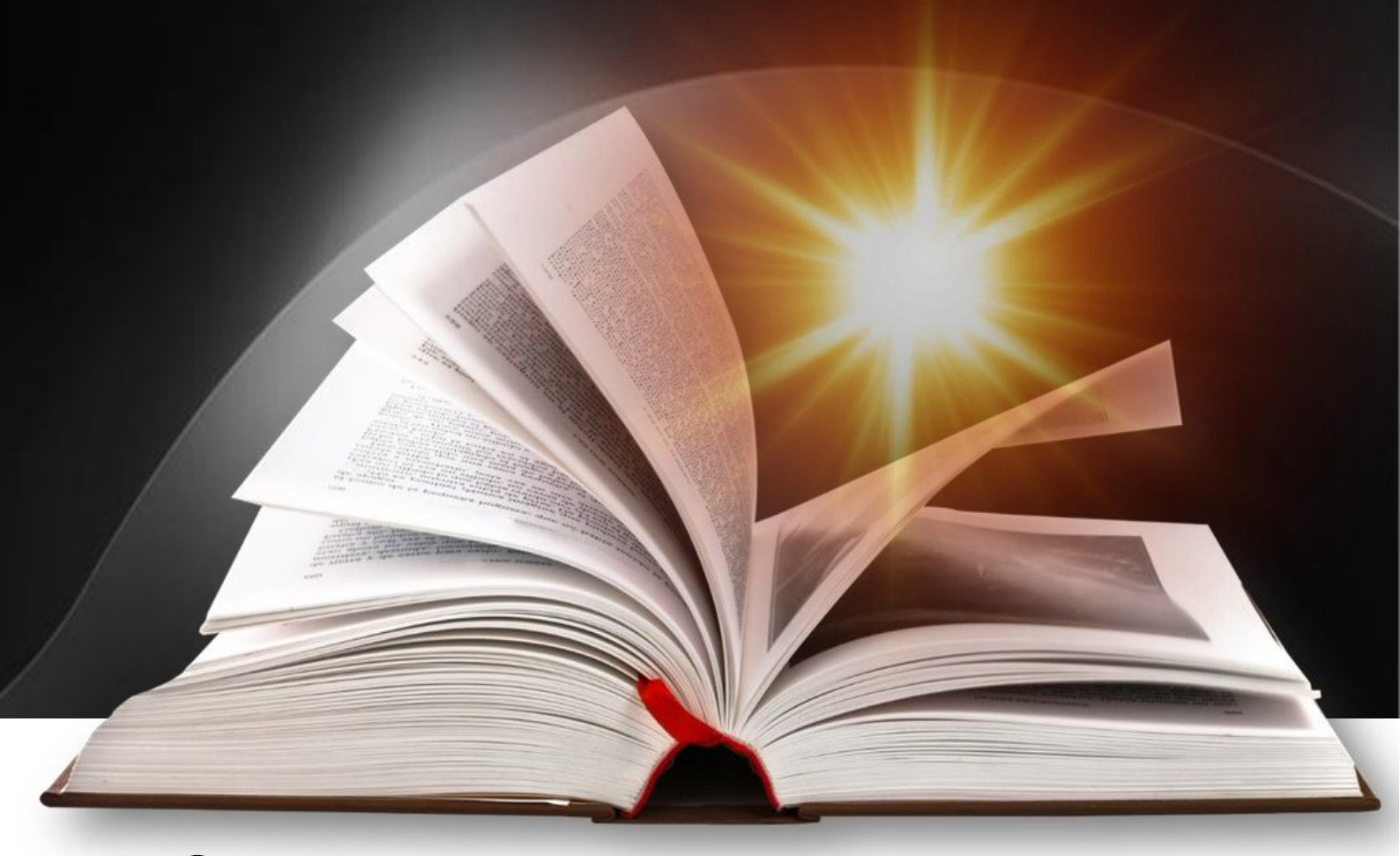
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

# Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 2, n°1, Janvier - Avril 2023

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

AS
African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

# Pratique de la pollution informationnelle et enjeux des informations de qualité et des informations durables chez les acteurs politiques de la ville de Kolwezi

*[Practice of Informational Pollution and Challenges of Quality and Sustainable Information among Political Actors in the City of Kolwezi]*

**Banza Mabende Paul César**[1]
Université de Kolwezi/ RD Congo
Email : paulamoukoko@gmail.com

ISSN

: 2790-6248

: 2790-6256

# Revue Panafricaine de la Jeunesse

## - Pan African Youth Journal -

**DOI** : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

**EDITIONS LUMUMBA**

Un nouvel élan de l'édition africaine

**Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)**
ISSN : 2790-6248
e-ISSN : 2790-6256
© Editions Lumumba - APANAEFJ
Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010
du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

**Afrindala Group**

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont repértoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, OpenEdition Books, la plateforme Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

# Revue Panafricaine de la Jeunesse

## — RPJ —

## - Pan African Youth Journal -

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre
Prix du numéro : 30 USD
Abonnement annuel : 100 USD
Version numérique disponible sur : www.afriscience.org
Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :
@editionslumumba | @afriscience

Imprimé en République Démocratique du Congo

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

# Editorial

Ce premier numéro du Volume 2 de la Revue Panafricaine de la Jeunesse pour l'année 2023 témoigne de la détermination des scientifiques africains provenant de différents pays. Leur objectif commun est d'éclairer les acteurs politiques, scientifiques, sociaux, etc., en fournissant des données scientifiques fiables. C'est pourquoi, dans une perspective panafricaine, la Revue Panafricaine de la Jeunesse s'est positionnée comme une plateforme internationale pour l'échange et la diffusion d'études africaines. Auparavant, ces études devaient être publiées dans des revues non africaines, voire étaient rejetées en raison de divergences avec leur prétendue "*politique éditoriale*".

La science africaine est une valeur fondamentale à capitaliser et à promouvoir, et cela ne peut être réalisé qu'en impliquant tous les acteurs. C'est pourquoi, les membres du comité scientifique de la Revue Panafricaine de la Jeunesse, ainsi que les instructeurs externes issus de divers horizons, ont accepté de relever ce défi en apportant leurs solutions et leur expertise à cette revue. Ce mélange de connaissances et d'idéologies provenant de différents pays africains et d'ailleurs fait de la RPJ une revue panafricaine d'avenir, porteuse d'espoir et de renaissance scientifique.

En tant que l'une des principales revues africaines dans le domaine de la recherche scientifique, la RPJ s'efforce de maintenir des normes de qualité élevées pour tous les articles publiés. Elle enregistre aujourd'hui un taux d'acceptation de 50%, ce qui témoigne de la rigueur de notre processus de sélection. L'accueil chaleureux reçu de la part du grand public africain et d'autres régions reflète notre engagement en faveur de la promotion d'une science africaine de qualité.

Cette édition présente les contributions de chercheurs émérites issus d'une large gamme de pays africains, tels que le Sénégal, la RD Congo, le Togo, le Madagascar, le Cameroun, le Mali, le Burkina Faso et le Bénin. Ces chercheurs représentent différents domaines et secteurs de l'activité scientifique en Afrique, leur permettant ainsi de proposer des recherches originales et pertinentes sur une variété de questions touchant les sociétés africaines dans divers secteurs, tels que la jeunesse, la technologie, le droit, la sociologie, l'économie, le développement, l'environnement, la politique, la gestion des ressources humaines, la sociologie du développement, la culture et les arts, la littérature, la médecine, la santé, etc.

Notre comité de rédaction, notre comité scientifique et nos évaluateurs externes travaillent en étroite collaboration avec les auteurs afin de garantir la qualité et la pertinence de chaque article publié. Nous sommes convaincus que cette approche collaborative est essentielle pour renforcer la position de la science africaine à l'échelle mondiale et veiller à ce que les sociétés africaines bénéficient des avantages de la recherche de qualité.

Plongez-vous dans ce numéro de notre revue et découvrez les trésors de la science africaine. En rejoignant notre communauté de lecteurs, vous contribuerez à renforcer la position de la science africaine à l'échelle mondiale, tout en permettant aux sociétés africaines de bénéficier des avancées de la recherche de qualité. N'hésitez plus et embarquez pour un voyage fascinant à travers les découvertes, les innovations et les idées novatrices qui façonnent l'avenir de l'Afrique et du monde.

**Dr Basile Mulwani Makelele**
*Professeur des Universités*

# Equipe de la revue

## Comité de rédaction

- Directeur de Publication : M. le Pr. **Basile Mulwani Makelele**, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. **Philippe Kasongo Maloba Tshikala**, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. **Valery Ngoy Ndala,** RD. Congo
- Traducteur en chef : M. le Dr. **Fo-Koku D. Woameno**, Togo
- Relecteur Principal : M. **Jean-Micky Kafuwa Musongo**, RD Congo
- Responsable de la mise en ligne : Mme **Blin Acouh Marie-José**, Côte d'Ivoire
- Secrétaire de rédaction : M. **William Agbaka,** Bénin
- Référente pour le suivi du processus d'adhésion : Mme **Marie Mbatshiona Mundi**, RD. Congo
- Responsable administratif et financier : M. **Banon Zinsou Côme**, Bénin
- Responsable des partenariats : M. **Fidèle BUKASA KABWE,** RD. Congo

## Comité scientifique

- Abdoulaye Ouedraogo, PhD, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP), Burkina Faso
- Abi-Kaberou Gildas, PhD, UAC/ENS-Porto-Novo/Laboratoire de Pédagogie et de Didactique des Humanités (LaPEDIH), Benin
- Adaba Koffi Amessou, PhD, Université de Lomé, Togo
- Akimou Tchagnaou, PhD, Université de Zinder, Niger
- Ambombi Eyolo Azede Espoir, PhD, Chaire MBA, Afrikan campus, Congo Brazza
- Amoussou Franck, PhD, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Ballo Drissa, PhD, Enseignant-Chercheur, Mali
- Basile Mulwani Makelele, PhD, Université de Lubumbashi, RD. Congo
- Bekolo Engoudou Bruno, PhD, Université de Douala, Cameroun
- Bitouga Bernard Aristide, PhD, Université de Douala, Cameroun
- BOUMA Carine Nadège, PhD, Université de Bamenda, Cameroun
- Christian Bumute, PhD, Université de Likasi, RD Congo
- Essome Lele Gislain Arnaud, PhD, Unité de recherche ECLLA, Université de Jean-Monnet Saint-Étienne, Cameroun
- Félix N'dia Anon, PhD, Université Félix Houphouet-Boigny, Côte d'Ivoire
- Fidélie Ntshikala, PhD, Université de Kolwezi, RD Congo
- Fo-Koku D. Woameno, PhD, Université de Lomé, Togo

- Gaby Ilunga Mutombo, PhD, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Gano Nouhou, PhD, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD, Ecole Normale Supérieure, Burkina Faso
- Kongue Toyindou, PhD, Université de Lomé, Togo
- Lago Blé Angelin, PhD, Université Jean-Lorougnon Guede, Daloa, Côte d'Ivoire.
- Matthias Cinyabuguma, PhD, Banque mondiale, RD Congo
- Melingui Ayissi, PhD, Université de Douala, Cameroun
- Metsena Ndjavoua, PhD, Université de Maroua, Cameroun
- Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, Phd, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB), Mali
- Moussa Coulibaly, PhD, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal
- Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, Phd, Service de Santé, Niger
- Nebie Boukary, PhD, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Nyebe Atangana Sandrine, PhD, Ministère des enseignements secondaires, Cameroun
- Patrice M'Bétien KONE, PhD, Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire
- Philippe Kasongo Maloba Tshikala, PhD, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Raymond-Bernard Ahouandjinou, PhD, Université d'Abomey Calavi, Benin
- Serge Caleb Mbula Musasa Mwadianvita, PhD, Université Pédagogique Nationale (UPN) de Kinshasa, RD Congo
- Sidibé Ousmane, PhD, Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
- Yamsoumouna Ndimma Joël., PhD, Centre d'études et de recherches en Droit international et communautaire (CEDIC), Tchad

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

# Pratique de la pollution informationnelle et enjeux des informations de qualité et des informations durables chez les acteurs politiques de la ville de Kolwezi

*[Practice of Informational Pollution and Challenges of Quality and Sustainable Information among Political Actors in the City of Kolwezi]*

**Banza Mabende Paul César**[1]
Université de Kolwezi/ RD Congo
Email : paulamoukoko@gmail.com

## Résumé

Cet article explore la pratique de la pollution informationnelle par les acteurs politiques de la ville de Kolwezi, en République Démocratique du Congo (RDC). Avec plus de 800 partis politiques en RDC, les politiciens recourent souvent à des informations défectueuses pour asseoir leurs ambitions personnelles et familiales. Cette étude examine les motivations derrière cette pratique et souligne les enjeux cruciaux des informations de qualité et durables pour le développement, la paix et la démocratie. À travers une analyse des discours, des interviews et des conférences de presse, les résultats montrent que les motivations incluent la mauvaise foi, la déception, les ambitions démesurées et le sensationnalisme. Des recommandations sont formulées pour les acteurs politiques, l'État congolais et la population afin de lutter contre la désinformation.

**Mots-clés** : Pollution informationnelle, Informations de qualité, Informations durables, Acteurs politiques, Kolwezi, Désinformation.

## Abstract

This article explores the practice of informational pollution by political actors in the city of Kolwezi, in the Democratic Republic of Congo (DRC). With over 800 political parties in the DRC, politicians often resort to defective information to satisfy their personal and familial ambitions. This study examines the motivations behind this practice and highlights the critical importance of quality and sustainable information for development, peace, and democracy. Through an analysis of speeches, interviews, and press conferences, the results show that the motivations include bad faith, disappointment, excessive ambitions, and sensationalism. Recommendations are

[1] Diplômé d'Etudes Approfondies (DEA) et Chef de Travaux à la Faculté des Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Kolwezi, RDC.

made for political actors, the Congolese state, and the population to combat disinformation.

**Keywords** : Informational pollution, Quality information, Sustainable information, Political actors, Kolwezi, Disinformation.

# 0. Introduction

Il y a déjà trente-trois ans que la République Démocratique du Congo (RDC) s'est ouverte au multipartisme politique[1]. Cette ouverture augurait des lendemains meilleurs, le peuple s'attendant à vivre une nouvelle ère politique impliquant l'acceptation des critiques et des opinions divergentes par les autorités, garantissant ainsi la liberté de la presse et le libre exercice des activités politiques, tout en respectant les droits et libertés de l'homme.

Aujourd'hui, au nom du multipartisme congolais, nous comptons plus de 800 partis politiques, avec une moyenne de deux nouveaux partis politiques qui naissent chaque jour. Cela ne poserait peut-être pas de problèmes sous d'autres latitudes, mais en RDC, les partis politiques sont souvent considérés comme des entreprises commerciales, gérées par des amis ou des proches, et manquent fréquemment d'idéologie politique. La ville de Kolwezi ne fait pas exception : ses acteurs politiques évoluent dans un environnement marqué par des tensions interethniques, des atteintes à la vie privée, la tribalisation des partis, la politisation des associations socio-culturelles, et le vote tribal.

Dans cet environnement, pour survivre, les politiciens de Kolwezi adhèrent à divers partis de la mosaïque multipartite congolaise ou créent leurs propres partis pour assouvir leurs ambitions personnelles et rester attachés à ce navire "commercial" et "familial" afin de s'enrichir ou d'enrichir les leurs. Dans leur quête de succès, ils optent souvent pour une communication défectueuse, basée sur la pollution informationnelle, sacrifiant ainsi la qualité et la durabilité de l'information. Or, les informations de qualité et durables sont des enjeux cruciaux pour garantir le développement, la paix et la démocratie en RDC.

Cet article vise à :

- Comprendre le rôle des informations de qualité et des informations durables dans une ville ou un pays ;
- Déterminer les enjeux en rapport avec le progrès, la paix et la démocratie ;
- Analyser les conversations, les discours, les interviews, les points de presse, les conférences de presse et les déclarations des acteurs politiques.

La compréhension du rôle des informations de qualité et des informations durables dans la communication des acteurs politiques de Kolwezi nous a conduits sur le terrain

1 La RDC a connu son ouverture au multipartisme depuis le 24 avril 1990

du 1er au 28 février 2023. Nous avons mené des entretiens centrés avec 30 personnes, dont 18 étaient de l'Union Sacrée et 12 de l'Opposition.

Dans cette étude, nous définissons la "pollution informationnelle" comme un chaos informationnel prenant trois formes différentes : la mésinformation (Guy Berger, 1985), la désinformation (Claire Wardle, 2018), et la malinformation (Conseil de l'Europe, 2020). La pollution informationnelle constitue l'un des plus grands défis de gouvernance de notre époque, perturbant à grande échelle la sphère publique par des rumeurs, des discours de haine, des théories conspirationnistes, des malentendus nuisibles et des campagnes de tromperie orchestrées (CRDI)1. Elle représente une entropie informationnelle contraire au progrès, au développement et à la démocratie.

Henri Maler (2014) définit l'information de qualité comme une information fiable, pertinente, actuelle, originale et accessible à tous. Christian Désilets (2019) considère que l'information de qualité respecte la vie privée, est objective, impartiale, exacte, vérifiée, rigoureuse et fiable. Bill Kovach et Tom Rosenstiel (2001) ajoutent que l'information de qualité respecte la vérité, les intérêts du citoyen, la vérification des informations diffusées, et maintient une indépendance vis-à-vis des acteurs rapportés. L'UNESCO (2017) reconnaît aujourd'hui l'information de qualité comme un bien public à protéger.

Nous avons forgé le terme "information durable" à partir de celui de "développement durable"2, utilisé pour la première fois en 1987 par le Premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland. Nous définissons l'information durable comme une information qui répond aux besoins actuels de la société en nouvelles de qualité, tout en garantissant aux générations futures la capacité et l'opportunité d'accéder également aux leurs. Ce concept, à l'instar de celui de développement durable, se fonde sur le respect et la pérennisation de l'intérêt général à travers les générations actuelles et futures, en tenant compte d'un environnement spécifique adéquat.

La désinformation est définie par Guy Berger (1985) comme une tentative délibérée de manipuler le public en communiquant des informations trompeuses, souvent associée à des stratégies de communication parallèles et à des tactiques telles que le piratage ou la compromission de personnes. Léa Fensch Carrat (2020) la décrit comme un acte volontaire de détournement visant à obtenir des bénéfices, qu'ils soient financiers, de popularité ou de statut social.

La mésinformation, selon Guy Berger, est une information trompeuse, créée ou diffusée sans intention de manipuler le public. Quant à la malinformation, Claire Wardle (2018) la définit comme une information basée sur la réalité, utilisée pour infliger un préjudice à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays.

[1] CRDI : Centre de Recherche de Développement International.

[2] Le développement durable est celui qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Notre question centrale est de connaître les raisons de la pratique de la pollution informationnelle chez les acteurs politiques de la ville de Kolwezi. Nous avançons l'hypothèse que des pesanteurs psychosociales, endogènes et exogènes (environnementales), n'ont pas permis aux acteurs politiques de Kolwezi de pratiquer des informations de qualité et des informations durables, laissant libre cours à la pollution informationnelle, avec des conséquences néfastes pour la population de Kolwezi.

# 1. Méthodologie

Notre champ d'étude se concentre sur les partis politiques de la ville de Kolwezi, spécifiquement ceux affiliés à l'Union Sacrée et à l'opposition. L'enquête de terrain s'est déroulée principalement au bureau de la permanence d'Ensemble pour la République, situé au n°362 de l'avenue Mukaka, ainsi qu'à la permanence de l'UDPS sur l'avenue Lualaba, dans le quartier Mutoshi, à proximité du dispensaire-cadres.

Nous avons initialement prévu un échantillon de convenance de 50 personnes, réparti équitablement entre 25 membres de l'Union Sacrée et 25 membres de l'opposition. Toutefois, la saturation des données nous a ramenés à un échantillon final de 30 personnes, dont 18 appartiennent à l'Union Sacrée et 12 à l'opposition. L'étude s'est déroulée du 1er au 31 mai 2023.

La revue de la littérature a inclus la consultation d'ouvrages traitant de la pollution informationnelle ou des "désordres de l'information", ainsi que l'analyse des procès-verbaux de réunions, des correspondances dans les milieux politiques, et des discours ainsi que des points et conférences de presse.

Nous avons utilisé l'observation participante in situ auprès de nos enquêtés. Les entretiens centrés étaient libres et se sont déroulés en français et en kiswahili, langue véhiculaire locale.

Notre principale préoccupation était de déterminer si les informations échangées, tant entre les dirigeants et les dirigés de l'Union Sacrée ou de l'opposition que celles publiées par les acteurs politiques à destination de la population, étaient dominées par les désordres de l'information ou plutôt par des informations de qualité et durables, dont les avantages incluent le développement, la paix et la démocratie.

Pour comprendre les raisons de la pratique de la pollution informationnelle dans les milieux politiques à Kolwezi, nous avons employé la méthode d'analyse de contenu. Nous sommes conscients que l'échantillon non probabiliste utilisé dans cette étude ne pourra pas conduire à des résultats généralisables. Cependant, cet échantillon, essentiellement exemplaire, nous a permis de saisir les raisons du comportement informationnel des acteurs politiques de Kolwezi, leur profil sociodémographique, leurs valeurs et les autres indicateurs de la pollution informationnelle.

### 1.1. Répartition des enquêtés selon l'âge

Notre échantillon de convenance nous a révélé que nos enquêtés sont repartis par âge de la manière suivante :

**Tableau n° 1** : Répartition des enquêtés selon l'âge

| N° | Tranche d'âge | Effectif de l'union sacrée | % | Effectif de l'opposition | % | Effectif total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | 18 – 35 ans | 2 | 6,7% | 1 | 3,3% | 3 | 10% |
| **2** | 36 – 49 ans | 12 | 40% | 7 | 23,3% | 19 | 63,3% |
| **3** | 50 – 60 ans | 3 | 10% | 2 | 6,7% | 5 | 16,7% |
| **4** | 60 ans et plus | 1 | 3,3% | 2 | 6,7% | 3 | 10% |
| **S/total** | | 18 | 60% | 12 | 40% | 30 | 100% |

- Dans l'ensemble 73,3% de nos enquêtés soit la majorité ont un âge variant entre 18 et 35 ans (10%) et entre 36 et 49 ans (63,3%) ;
- 16,7% sont âgés entre 50 et 60 ans.
- 10% de personnes restantes ont 61 ans et plus.

### 1.2. Répartition des enquêtés selon les genres

**Tableau n°2** : Répartition des enquêtés selon les genres

| N° | Genre | Effectif de l'union sacrée | % | Effectif opposition | % | Effectif total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Masculin | 10 | 33,3% | 7 | 23,3% | 17 | 56,6% |
| **2** | Féminin | 8 | 26,7% | 5 | 16,7% | 13 | 43,4% |
| **S/total** | | 18 | 60% | 12 | 40% | 30 | 100% |

Le genre masculin constitue ± 60%, tandis que les femmes sont autour de 40%.

### 1.3. Répartition des enquêtés selon le niveau d'étude

**Tableau n° 3** : Répartition selon le niveau d'étude.

| N° | | Effectif Union Sacrée | % | Effectif Opposition | % | Effectif Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Primaire | 8 | 26,7% | 1 | 3,3% | 9 | 30% |
| **2** | Secondaire | 6 | 20% | 8 | 26,7% | 14 | 46,7% |
| **3** | Universitaire | 4 | 13,3% | 2 | 6,7% | 6 | 20% |
| **4** | Post universitaire | 0 | 0% | 1 | 3,3% | 1 | 3,3% |
| **S/total** | | 18 | 60% | 12 | 40% | 30 | 100% |

Commentaire :

- Moins de 50% ont un niveau de l'école secondaire
- 30% de nos enquêtés ont un niveau de l'école primaire.
- Les universitaires totalisent 20% des effectifs.
- Le niveau post universitaire occupe 3,3% des effectifs.

### 1.4. Répartition des enquêtés selon l'appartenance religieuse

**Tableau n° 4** : Répartition selon l'appartenance religieuse

| N° | Religion | Effectif Union sacrée | % | Effectif Opposition | % | Effectif Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Chrétienne | 9 | 30% | 7 | 23,4% | 16 | 53,4% |
| **2** | Musulmane | 3 | 10% | 1 | 3,3% | 4 | 13,3% |
| **3** | Autres | 2 | 6,7% | 1 | 3,3% | 3 | 10% |
| **4** | Sans | 4 | 13,3% | 3 | 10% | 7 | 23,3% |
| **S/total** | | 18 | 60% | 12 | 40% | 30 | 100% |

Commentaire

- Plus de 50% sont des chrétiens.
- Il y a des personnes sans religion bien identifiée soit 23,3%.

## 2. Résultats

Dans cette section, nous présentons les résultats de notre étude. Nous avons focalisé notre enquête sur plusieurs aspects des interactions politiques à Kolwezi. Tout d'abord, nous avons répertorié les types d'injures utilisées par les acteurs politiques. Ensuite, nous avons identifié et analysé les différentes formes d'ironie employées. Nous avons également examiné les indicateurs de mensonge présents dans leurs communications. Enfin, nous avons exploré les motivations qui poussent ces acteurs à s'engager dans la pollution informationnelle.

### 2.1. Types d'injures

Tableau n° 5 : Classement selon les types d'injures

| N° | Types d'injures | Union sacrée | % | Opposition | % | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Atteinte à l'honneur | 9 | 30% | 1 | 3,3% | 10 | 33,3% |
| 2 | En rapport avec les animaux | - | - | 2 | 6,7% | 2 | 6,7% |
| 3 | En rapport avec les le sexe | - | - | 2 | 6,7% | 2 | 6,7% |
| 4 | Caractère discriminatoire | 2 | 6,7% | 6 | 20% | 8 | 26,6% |
| 5 | Construction identitaire et stigmatisation | 3 | 10 | - | - | 3 | 10% |
| 6 | Injure individuelle | 2 | 6,7% | - | - | 2 | 6,7% |
| 7 | Injure collective | 2 | 6,7% | 1 | 3,3% | 3 | 10% |
| **S/total** | | 18 | 60% | 12 | 40% | 30 | 100% |

Commentaires :

- 33,3% de nos enquêtés soit le pourcentage le plus élevé montrent que les acteurs politiques de Kolwezi que nous avons interrogés ont porté atteinte à l'honneur des personnes appartenant à d'autres partis ou regroupements politiques en les qualifiant de voleurs, de sorciers, d'impudiques, d'imbéciles, de voyous ou de jouisseurs ;
- 26,6% de personnes interrogées ont usé d'injures à caractère discriminatoire touchant soit à la tribu soit à la province d'origine de leurs cibles :
- 13,4 % des injures comme imbwa (chien), ngulube (cochon), pushi (chat) ou panya (souris) se réfèrent aux animaux (6,7%) et des injures comme ndumba (prostituée, pute), « pornographe », mwana aram (fils de pute, adultérin), muviolo (sale pédé), mwanamuke (sexe faible) se réfèrent au sexe (6 ,7%) ;
- 10% d'injures ont un caractère collectif ;
- 10% sont des injures qui visent la construction identitaire et la stigmatisation ;
- 6,7% d'injures visent particulièrement des individus.

## 2.2. Ironie

**Tableau n° 6** : Types d'ironie détectée

| N° | Types d'ironie | Effectif Union Sacrée | % | Effectif Opposition | % | Effectif Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Ironie situationnelle | 10 | 33,3% | 2 | 6,7% | 12 | 40% |
| **2** | Ironie verbale | 5 | 16,7% | 8 | 26,7% | 13 | 43,3% |
| **3** | Ironie dramatique | 3 | 10% | 2 | 6,7% | 5 | 16,7% |
| **S/total** | | 18 | 60% | 12 | 40% | 30 | 100% |

Commentaires :

- 43,3% de personnes interrogées ont brillé par l'ironie verbale c'est-à-dire par l'utilisation des mots pour signifier quelque chose de différent de ce qu'on entend. Au lieu de dire (SNEL) Société Nationale d'Electricité on dit plutôt (SNEL) Société Nationale d'Excuses et Lamentations ;
- Les enquêtés dans 40% de cas ont recouru dans leur communication à l'ironie situationnelle qui a consisté à dire autrement ce qui a été entendu différemment de ce qui s'est réellement passé. Exemple : Bravo pour le travail ! Alors que le travail a été mal fait ;
- L'ironie dramatique a été relevée chez ± 16% de nos enquêtés qui ont aggravé par des mots, une situation passablement grave. Exemple : Au lieu de dire

gouvernement, on dira plutôt gouvernement ; au lieu de parlementaire on dira parle-menteur.

## 2.3. Indicateurs de mensonge

**Tableau n° 7** : Répartition selon les indicateurs de mensonge

| N° | Les indicateurs de mensonge dans la communication | Effectif Union Sacrée | % | Effectif Opposition | % | Effectif Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Moins de détails contextuels et plus d'omission | 11 | 36,7% | 9 | 30% | 20 | 66,7% |
| **2** | Réponses plus évasives, moins plausibles, moins structurées et manquent parfois de cohérence | 7 | 23,3 | 3 | 10% | 10 | 33,3% |
| **S/total** | | 18 | 60% | 12 | 40% | 30 | 100% |

Commentaire :

- La plupart de nos enquêtés soit 66,6% ont communiqué avec moins de détails et plus d'omissions sur des sujets en rapport avec leur bilan de la gestion de la chose publique. Ce qui est un indicateur majeur de mensonge dans la communication. Exemple de la gestion de la ferme agro-pastorale de bukangalonzo, de la gestion des RAM, et de la gestion de cent jours du gouvernement Ilunga Ilunkamba ;
- L'indicateur mineur de mensonge a été relevé chez environ 30% de personnes interrogées dont la communication sur le même sujet de la gestion de la chose publique a porté sur des informations plus évasives, moins plausibles et parfois incohérentes.

## 2.4. Motivation

**Tableau n° 8** : Répartition selon la motivation de la pratique de la population informationnelle

| N° | Motivation | Effectif Union Sacrée | % | Effectif Opposition | % | Effectif Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Trouble psychiatrique | - | - | - | - | - | - |
| **2** | Déception | 2 | 6,7% | 5 | 16,7% | 7 | 23,4% |
| **3** | Haine | 2 | 6,7% | - | - | 2 | 6,7% |
| **4** | Extravagance | - | - | - | - | - | - |
| **5** | Mauvaise foi | 8 | 26,6% | - | - | 8 | 26,6% |
| **6** | Ambition démesurées | 3 | 10 | 3 | 10% | 6 | 20% |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **7** | Intention d'humilier | - | - | - | - | - | - |
| **8** | Ingratitude des autres | - | - | 4 | 13,3% | 4 | 13,3% |
| **9** | Sensationnalisme | 3 | 10 | - | - | 3 | 10% |
| **S/total** | | 18 | 60% | 12 | 40% | 30 | 100% |

Commentaire :

- - 50% de personnes interrogées ont pratiqué la pollution informationnelle suite à la déception (23,4%) et/ou à la mauvaise foi (26,6%) ;
- - 20% l'ont fait par ambition démesurée d'accéder au pouvoir à tout prix. ;
- -13.3% ont été motivé par l'ingratitude des autres à leur égard ;
- - 10% représentent la pratique du sensationnalisme ;
- - 6,7% d'enquêtés ont agi par haine.

## 3. Discussion

Contraints de pratiquer les désordres de l'information ou habitués de le faire, 85% de nos enquêtés ont affirmé avoir ressenti souvent de la culpabilité quand ils injurient, calomnient ou recourent à la médisance mais ils sont souvent obligés de le faire parce que disent-ils « nous sommes en politique ». Ils ont aussi révélé que pour défendre leurs intérêts politiques et économiques qu'ils considéraient comme sacrés, ils n'ont pas hésité à recourir à des arguments ad personam, à s'en prendre à l'ethnie, à la tribu, à la classe sociale au niveau d'étude, à l'incompétence, aux compromissions, à l'inconstance, à la mauvaise foi et tacitement aux défauts des personnes cibles.

Toutefois, il a été noté que l'âge, le genre, l'éducation de famille, la culture, le civisme, la religion de chaque acteur politique ont joué un rôle prépondérant dans le comportement communicationnel de chaque acteur politique. Au sujet de l'âge 73,3% de nos enquêtés ont un âge entre 18 et 49 ans, ils sont jeunes avec une tendance accentuée à consommer de fausses nouvelles. Ces jeunes sont plus suggestibles que les personnes adultes (Cosmocore 2018) d'où la facilité à imiter ou à suivre les dérives informationnelles des adultes.

Ainsi les membres de partis et des regroupements politiques sont facilement influencés, non pas seulement en tenant compte de la jeunesse de leur âge mais aussi en considérant leur implication ou leur engagement en rapport avec leur appartenance à la même formation politique. D'où leur vulnérabilité et la tendance à imiter les défauts de leurs dirigeants.

Quant au genre, l'effectif élevé des hommes explique l'esprit de tolérance et l'absence des réactions épidermiques qui auraient été plus présents si les femmes étaient plus nombreuses que les hommes parmi nos enquêtés.

Pour ce qui est de l'éducation de famille, de la religion, de la tradition africaine, des convictions individuelles et des valeurs, nous avons noté qu'un grand nombre soit ± 80% de nos enquêtés sont issus des familles chrétiennes et musulmanes et de celles qui partagent les traditions africaines et les valeurs comme « la vérité », « l'équité », « la vertu », « le respect des personnes âgées », « l'intérêt général », « la bienveillance » etc. Nonobstant ce qui précède, il a été constaté que la plupart de nos enquêtés se sont plutôt compromis par la pratique des injures, de la calomnie, de la médisance et de l'atteinte à l'honneur et à la vie privée. L'explication viendrait peut-être du fait que les valeurs morales, religieuses et traditionnelles dont on se réclame ne sont pas intériorisées, elles agissent superficiellement sur les individus.

Un autre contraste a été noté par rapport au niveau d'étude. Malgré les niveaux d'études secondaire et universitaire (66,7%) qui sont censés éveiller le sens critique dans une personne, nous avons constaté que nos enquêtés ont continué à pratiquer la pollution informationnelle sans beaucoup de sens critique. Ceci s'expliquerait par le fait que devant les phénomènes de la persuasion, la rationalité agit moins que les préjugés (Léa FENSCH CARRAT Léa 2019 : 32).

Une dernière difficulté que nous avons rencontrée dans cette étude a été liée à l'énonciation de la pollution informationnelle et surtout à la métacommunication.1

Une autre pratique de la pollution informationnelle ou de « désordres de l'information » qui a eu le vent en poupe pendant nos investigations a été le « blanchiment des informations polluantes »2 . Nous avons finalement constaté que les différentes formes de désordres de l'information ont eu pour but d'amplifier la pollution informationnelle et donc de ralentir sinon d'éradiquer le progrès, le développement et la démocratie dans nos sociétés. Devant cette dérive les informations de qualité mieux les informations durables se révèlent être des solutions idoines, sinon des alternatives sérieuses pour la refondation des sociétés modernes. En effet, pour l'UNESCO et le conseil d'Europe les informations de qualité et les informations durables sinon les informations tout court, doivent être considérées comme des biens publics3 à protéger pour garantir le progrès de l'humanité.

Les données recueillies, bien que limitées, ont permis de comprendre en profondeur les motivations derrière la pollution informationnelle pratiquée par les acteurs politiques de Kolwezi. Grâce à l'observation participante et à l'analyse des entretiens, discours, réunions et conférences, il est apparu que la majorité des interrogés ne comprenaient pas l'importance des informations de qualité dans la gestion publique.

[1] Par métacommunication, il faut entendre l'art de communiquer sur la communication

[2] Le blanchiment des informations polluantes ou insalubres est une pratique qui consiste à présenter les informations fausses comme étant vraies et vice versa. Il s'apparente à la désinformation, à la contre information, à l'infox et est souvent l'apanage des Communicateurs des partis politiques

[3] Cf . Message lu par Joseph E. Stigliz à l'occasion du 40 ème anniversaire du Programme International pour le Développement de la Communication de l'UNESCO ,24 Novembre 2020. »L'information est un bien public…et en tant que tel,il a besoin du soutien public »UNESCO,Journée Mondiale de la liberté de la presse 2021,*L'information comme bien public,30 ans de la déclaration de Windhoek.*

Cette ignorance alimente la propagation d'injures, de rumeurs, de calomnies et d'ironie, nuisant ainsi à la qualité de l'information, essentielle au développement et à la démocratie.

Les témoignages recueillis montrent des motivations variées telles que la haine, la déception, la colère et l'ambition démesurée. Ces motivations conduisent souvent à des attaques visant à discréditer les adversaires politiques, que ce soit par des injures, des calomnies ou des diffamations. Les conséquences de cette pollution informationnelle sont graves, incluant la haine ethnique, la perte de crédibilité des dirigeants, et des troubles de l'ordre public. La promotion d'informations de qualité et durables est donc cruciale pour garantir un développement harmonieux et une démocratie véritable à Kolwezi.

# 4. Conclusion

La pollution informationnelle au sein des formations politiques est un phénomène ancien, marqué par le mensonge, l'injure, la calomnie, les fausses nouvelles, la menace, l'ironie et la médisance. Les comportements humains actuels, motivés par des intérêts politiques, idéologiques et économiques, ainsi que les défis imposés par le monde politique, exacerbent ces désordres informationnels dans la ville de Kolwezi. Cette étude, riche en perspectives, s'avère pertinente dans les sciences humaines et sociales, car elle permet de réfléchir sur le profil sociodémographique des acteurs politiques de Kolwezi et d'interpréter les résultats obtenus.

Notre question centrale portait sur les raisons de la pratique de la pollution informationnelle chez les acteurs politiques de Kolwezi. À la lumière de nos investigations, nous avons identifié des facteurs tels que l'âge, les préjugés, les croyances, l'appartenance religieuse et les motivations homéostatiques comme principales causes de ce phénomène. La méthode d'analyse de contenu nous a permis de comprendre la problématique. Nous avons constitué un échantillon de 30 personnes, dont 18 de l'Union Sacrée et 12 de l'Opposition, et avons utilisé des techniques telles que l'observation directe, l'entretien centré et l'analyse documentaire. Nos résultats indiquent que les motivations derrière la pollution informationnelle incluent la mauvaise foi (26,6%), la déception (23,4%), les ambitions démesurées (20%) et le sensationnalisme (10%). En conclusion, nous suggérons plusieurs recommandations pour les acteurs politiques, l'État congolais et la population afin de lutter contre la désinformation et promouvoir des pratiques informationnelles de qualité.

De ce qui précède, nous recommandons ce qui suit :

*Aux acteurs politiques :*

- Diversifier les sources d'information et être capable de les vérifier.
- Exercer un esprit critique.

- Promouvoir un code de bonne pratique contre la désinformation et la malinformation.
- S'abstenir de diffuser des faux contenus.

*À l'État congolais :*

- Intégrer dans les programmes scolaires et universitaires des cours d'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI).
- Renforcer les normes déontologiques dans le domaine médiatique.
- Veiller à la moralisation de la vie politique en RDC.

*À la population :*

- Développer un esprit critique face aux messages des politiciens.
- Réduire l'exposition passive à la pollution informationnelle.
- Aiguiser le sens critique devant la désinformation.

# 5. Bibliographie

Berger Guy, Katz Tania (1985) *Evaluation des expériences novatrices sur la démocratisation dans l'Enseignement Supérieur*, Ed. UNESCO ;

Brin Collette, Charron Jean et Debonville Jean (2004), *Nature et transformation du journalisme, Théories et recherches empiriques,* Université Laval ;

Desilets Christian (10 mai 2019), L'avenir des médias d'information, Mémoire, 2ème version révisée, Université Laval ;

Fensch Carrat Léa (2019-2020), La désinformation sur Internet à propos des vaccins et le roole du pharmacien d'officine dans la reinformation, Thèse de doctorat, Université de Grenoble ;

Kovach Bill et Rosentiel Tom (2001), *Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir. Ce que le public doit exiger, Nouveaux* Horizons ;

Maler Henri (2014), « Le droit à l'information, ses conditions et ses conséquences » in Savoir/Agir n° 30 :

Posetti Julie (2019), « Transformation, Technologie numérique, réseaux sociaux et diffusion de la mésinformation et de la désinformation », module 3 in *Journalisme, Fake news et désinformation, manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme,* UNESCO, Fondation Hirondelle, Paris ;

Wardle Claire et Hossein Derakshan (2018), « Réflexions sur le désordre de l'information, différentes formes de mésinformation, désinformation et informations malveillantes », module 2 in *Journalisme, « Fake news » et désinformation,* UNESCO, Fondation universelle.